

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/Q1/TUR/4
6 décembre 2004

(04-5311)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Réponses aux questions posées par le TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE
TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU¹ et par les ÉTATS-UNIS²
au sujet de la notification de la TURQUIE³

La communication ci-après, datée du 3 décembre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Turquie.

Réponses aux Questions posées par le TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN,
PENGHU, KINMEN ET MATSU

Question n° 1 Articles 2 d) et 5 du Décret

L'article 6 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes dispose ce qui suit: "[U]n Membre pourra prendre une mesure de sauvegarde provisoire ... Ces mesures devraient prendre la forme d'une *majoration des droits de douane*, qui seront remboursés dans les moindres délais ..." (pas d'italique dans l'original). Or, nous notons que l'article 5 du décret sur les mesures de sauvegarde applicables aux importations, tel qu'il a été notifié par la Turquie, dispose que "[L]es mesures de sauvegarde provisoires peuvent prendre la forme de droits de douane, de charges financières additionnelles, de restrictions de la quantité/valeur des importations, de contingents tarifaires, ou d'une combinaison de ces formes".

Les "charges financières additionnelles, restrictions sur la quantité/valeur des importations, contingents tarifaires ou une combinaison de ces formes" peuvent-ils être considérés comme une majoration des droits de douane au titre de l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes? Quels sont les types de charges financières qui peuvent être appliqués dans une mesure de sauvegarde provisoire? Comment une mesure provisoire qui prend la forme de restrictions de la quantité/valeur des importations ou de contingents tarifaires peut-elle être dûment remboursée comme il est prescrit par l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'il n'a pas été constaté que l'accroissement des importations a causé ou a menacé de causer un dommage grave à la branche de production nationale?

¹ G/SG/Q1/TUR/2.

² G/SG/Q1/TUR/3.

³ G/SG/N/1/TUR/3.

Nous notons aussi que l'article 2 d) du décret donne la définition suivante de "contingent tarifaire": "quantité ou valeur des importations, bénéficiant d'une exemption de droits de douane et/ou d'autres charges financières ou d'une réduction de droits de douane et/ou d'autres charges financières, pour une période spécifiée". Quelle est la raison d'être de l'inclusion des autres charges financières dans la définition?

La Turquie pourrait-elle donner des exemples des charges financières évoquées à l'article 5 du décret? À l'article 2 d) du décret? La portée des charges financières dans ces deux articles est-elle la même?

Réponse

La législation turque en matière de sauvegardes prévoit les procédures et principes relatifs à l'application de mesures de sauvegardes aux pays Membres et non Membres de l'OMC. Dans ce cadre, ladite législation sera appliquée non seulement aux pays Membres de l'OMC, mais aussi aux pays non Membres de l'OMC.

Toute mesure de sauvegarde provisoire que la Turquie pourrait appliquer aux pays Membres de l'OMC sera pleinement conforme à l'article 6 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

La portée des autres charges financières dans les articles 2 d) et 5 est la même. En pratique, les autres charges financières sont semblables aux droits de douane du point de vue de leur perception et de leur remboursement.

Les marchandises importées en Turquie peuvent faire l'objet de cinq types de droits: droits de douane, droits d'accise, prélèvement destiné au Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation, taxe spéciale sur la consommation et taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Par exemple, le prélèvement destiné au Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation s'applique aux importations de poissons et de produits de la pêche.

Question n° 2 Article 7 du Décret

La Turquie pourrait-elle expliquer la raison d'être de l'article 7? La Turquie pense-t-elle qu'il pourrait y avoir des conflits entre ce décret et les applications des lois pertinentes concernant les points dont il est question aux alinéas a) à d)? Dans l'affirmative, la Turquie pourrait-elle donner un exemple de situation faisant intervenir "c) les obligations découlant d'accords internationaux"?

Quelle est la portée des accords internationaux visés à l'article 7 c) du décret? S'il faut inclure les accords commerciaux régionaux, quel est en pratique l'effet de l'article 7 c) sur les mesures de sauvegarde de la Turquie? L'application sera-t-elle compatible avec les prescriptions de l'article 2:2 selon lesquelles des mesures de sauvegarde sont appliquées quelle que soit la provenance des importations visées?

Réponse

La Turquie ne pense pas qu'il pourrait y avoir des conflits entre ce décret et les applications des lois pertinentes concernant les points dont il est question aux alinéas a) à d) de l'article 7.

L'article 7 du décret stipule que les dispositions du décret n'excluent pas les dispositions de tout autre texte législatif relatif aux importations. Les mesures de sauvegarde qui seront imposées en vertu de ce décret ne feront pas obstacle à la mise en œuvre des dispositions de tout autre texte législatif visé aux alinéas a) à d) de l'article 7.

Concernant les accords internationaux visés à l'article 7, l'expression "accords internationaux" s'entend de tout type de convention internationale et/ou d'accord international, y compris les accords de libre-échange, dont la Turquie est signataire.

En général, les dispositions relatives aux sauvegardes des accords de libre-échange renvoient à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. À cet égard, l'application d'une mesure de sauvegarde en vertu d'un accord de libre-échange est compatible avec l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes.

Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS

Question n° 1

À l'article 2 d) de son décret, qui contient des définitions, la Turquie définit l'expression "contingent tarifaire" comme la quantité ou la valeur des importations bénéficiant d'une exemption "de droits de douane et/ou d'autres charges financières ou d'une réduction de droits de douane et/ou d'autres charges financières pour une période spécifiée". D'après le décret, comment la Turquie procède-t-elle pour déterminer le montant du contingent approprié au titre du contingent tarifaire? Le décret exige-t-il que toutes mesures de sauvegarde sous la forme d'augmentations des droits de douane ou d'autres impositions à l'importation soient imposées uniquement aux importations du produit en sus du contingent, interdisant ainsi à la Turquie d'augmenter les droits et autres charges financières sur les marchandises importées dans les limites du contingent?

Réponse

D'après le décret, les contingents tarifaires seront déterminés sur la base du volume d'importations enregistré pendant une période récente. Les contingents tarifaires seront par conséquent fondés sur le volume moyen importé pendant la période représentative de trois ans la plus récente pour laquelle des statistiques relatives aux importations sont disponibles. En cas de dépassement des contingents tarifaires, des droits de douane ou d'autres charges financières additionnels sont imposés.

Question n° 2

Comme il est indiqué ci-dessus, l'article 2 d) du décret mentionne également des "charges financières" et implique que ces charges sont autre chose que des droits de douane. Veuillez indiquer quels types d'"autres charges financières" la Turquie pourrait appliquer à titre de mesure de sauvegarde et en quoi ces charges diffèrent des droits de douane. Veuillez indiquer, en outre, quelle disposition de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes autorise un Membre à appliquer des "charges" sous une autre forme qu'un droit de douane.

Réponse

Les autres charges financières sont semblables aux droits de douane du point de vue de leur perception et de leur remboursement. Les marchandises importées en Turquie peuvent faire l'objet de cinq types de droits: droits de douanes, droits d'accise, prélèvement destiné au Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation, taxe spéciale sur la consommation et taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Par exemple, le prélèvement destiné au Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation s'applique aux importations de poissons et de produits de la pêche.

Question n° 3

L'article 2 e) du décret utilise l'expression "producteurs nationaux" et en donne une définition semblable à celle de l'expression "branche de production nationale" de l'article 4:1 c) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. L'utilisation de cette expression, alliée à sa définition, pourrait être interprétée comme signifiant que la Turquie peut appliquer une mesure de sauvegarde si elle estime que les seuls producteurs nationaux requérants a) constituent collectivement une "proportion majeure" de la production nationale et b) subissent un dommage grave ou sont menacés d'un dommage grave. Veuillez expliquer pourquoi la Turquie utilise l'expression "producteurs nationaux" au lieu de l'expression "branche de production nationale". Veuillez expliquer en quoi l'utilisation que fait la Turquie de l'expression "producteurs nationaux" est compatible avec l'article 4:1 c) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

Réponse

Dans le décret, l'expression "producteurs nationaux" doit être interprétée comme ayant le même sens que "branche de production nationale".

Question n° 4

L'article 7 a) du règlement indique que la Turquie, lorsqu'elle examine si les importations se sont accrues, se demandera s'il y a eu un accroissement "soit en termes absolus, soit par rapport à la production nationale ou à la consommation intérieure". Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 2:1 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, qui définit un accroissement des importations comme un accroissement "dans l'absolu ou par rapport à la production nationale", et si la Turquie pense qu'un accroissement des importations par rapport à la consommation intérieure seulement suffit à satisfaire à la prescription de l'article 2:1.

Réponse

La législation turque en matière de sauvegardes prévoit les procédures et principes relatifs à l'application de mesures de sauvegardes aux pays Membres et non Membres de l'OMC. Dans ce cadre, ladite législation sera appliquée non seulement aux pays Membres de l'OMC, mais aussi aux pays non Membres de l'OMC.

L'application de la disposition de l'article 7 a) du Règlement aux pays Membres de l'OMC sera pleinement conforme à l'article 2:1 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

Question n° 5

Suivant l'article 7 b) du règlement, le "prix des importations", y compris une "sous-cotation notable du prix", est l'un des facteurs à prendre en considération pour déterminer si l'accroissement des importations cause un dommage grave. Le prix ne figure pas parmi les facteurs énumérés dans l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, par exemple à l'article 4:2 a). Veuillez décrire le type d'analyse que la Turquie entreprendrait pour la prise en compte du prix des importations et de la sous-cotation du prix dans le cadre d'une enquête en matière de sauvegarde. Veuillez indiquer si cette analyse serait différente de l'analyse que la Turquie appliquerait dans une enquête antidumping ou une enquête en matière de droits compensateurs et, dans l'affirmative, en quoi elle serait différente.

Réponse

Le prix n'est pas expressément mentionné à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes en tant que "facteur pertinent", ce qui ne veut cependant pas dire que le "prix" ne puisse pas être un facteur pertinent dans tel ou tel cas. Un produit importé peut faire concurrence à un produit d'origine nationale de plusieurs façons sur le marché du pays importateur. À l'évidence, le prix relatif du produit importé en est une, mais il n'est certainement pas la seule et peut ne pas être ou n'être que peu pertinent dans tel ou tel cas.
